

STÉPHANE ROUSSEAU

Professeur titulaire | Faculté de droit, Université de Montréal

C.P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, Qc. H3C 3J7

☎ 514-343-7627 ✉ stephane.rousseau@umontreal.ca

Stéphane Rousseau est professeur titulaire et vice-doyen aux affaires internationales et à la recherche à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Il est également professeur affilié au département de finance de HEC Montréal où il codirige le programme de Certification en éthique et conformité à l'École des dirigeants. Détenteur d'un doctorat en droit de l'Université de Toronto, il est le directeur du Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI) en plus d'être le Président de l'Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières. Expert



internationalement reconnu, il enseigne et poursuit des recherches en droit des sociétés, en gouvernance d'entreprise et en droit des marchés financiers. En outre de ses activités universitaires, le Pr Rousseau est universitaire affilié au cabinet Stikeman Elliott et expert universitaire affilié auprès d'Idéaliste Capital. En 2018, le Barreau du Québec lui a décerné la distinction Avocat émérite (Ad. E.) qui reconnaît l'excellence de sa carrière professionnelle. En 2019, il a été récipiendaire de la Médaille Paul-André Crépeau pour sa contribution à l'avancement de la dimension internationale du droit privé et du droit commercial du Canada.

I. PARCOURS PROFESSIONNEL

- **Professeur titulaire à la Faculté de droit, Université de Montréal (2009 – présent)**
 - Professeur-adjoint, 1998-2003
 - Professeur-agrégé 2003-2009
- **Président de l'Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, 2022 – présent**
- **Titulaire de la Chaire en gouvernance et droit des affaires, 2005 - 2022**
- **Professeur invité**
 - Université Catholique de Louvain, Global College of Law Fellow (2017)
 - Sorbonne Université Abu Dhabi (2013 – 2019)
 - Faculté de droit, Université de Strasbourg (2013 – 2018)
 - Faculté de droit, d'économie et de finance, Université du Luxembourg (2013 – présent)
 - École de droit de la Sorbonne, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne (2010 – présent)
 - Faculté de droit, Université Paris Cité (2008 – présent)
- **Professeur affilié, département de finance, HEC Montréal (2021 – présent)**
- **Co-directeur académique, Programme de certification en éthique et conformité, École des dirigeants, HEC Montréal (2020 – présent)**
- **Chargé de cours, département de finances, HEC Montréal (2020 – présent)**
 - ETHI20225 – Éthique, gouvernance et réglementation financière
 - FINA20213 – Gouvernance, acquisition et restructuration
- **Co-lead pédagogique pour le programme « Devenir un leader transformationnel » – École des dirigeants des Premières Nations (2022 – présent)**
- **Formateur – École des dirigeants des Premières Nations (2022 – présent)**
 - Co-formateur « La gouvernance créatrice de valeur », pour les programmes « Devenir un leader dirigeant agile et innovant » et « Devenir un leader transformationnel »
- **Professeur, formation professionnelle (Droit des affaires)**
 - École du Barreau du Québec (2010 – 2022)

II. FORMATION ACADÉMIQUE

- **Doctorat en science juridique (S.J.D.) | Université de Toronto (1999)**

Thèse : Designing an Efficient Securities Market for Small and Medium-sized Enterprises : Perspectives for Reform
- **Maîtrise en droit (LL.M.) | Université Laval (1995)**

Mémoire : L'influence des investisseurs institutionnels sur la régie d'entreprise au Canada

- **Baccalauréat en droit (LL.B.) | Université Laval (1992)**

III. PUBLICATIONS

A. LIVRES

Jean-Louis Navarro et Stéphane ROUSSEAU, dir., *Les remèdes juridiques aux pathologies de mauvaise gouvernance*, Montréal, Éditions Thémis, 2024, 369 p.

S. ROUSSEAU, *Droit des valeurs mobilières*, Montréal, Éditions Thémis, 2023, 902 p.

H. Prince et S. ROUSSEAU, dir., *Rétrospective sur 25 ans de recherche en droit des affaires et du commerce international au CDACI*, Montréal, Éditions Thémis, 2023, 646 p.

S. ROUSSEAU, E. Mackaay, P. Larouche et A. Parent, *Business Law and Economics*, Cheltenham, Elgar, 2021, 392 p.

E. Mackaay, S. ROUSSEAU, P. Larouche et A. Parent, *Analyse économique du droit*, 3^e éd., Paris/Montréal, Dalloz/Éditions Thémis, 2021, 906 p.

S. ROUSSEAU, dir., *10^e anniversaire de la Loi sur les sociétés par actions du Québec : rétrospective, perspective et prospective*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2021, 317 p.

R. Crête et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 4^e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 978 p.

M. Storck, S. ROUSSEAU et T. de Ravel d'Esclapon, dir., *La rémunération des dirigeants des sociétés cotées et le vote contraignant des actionnaires*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2018, 234 p.

G. Lefebvre et S. ROUSSEAU, dir., *Introduction au droit des affaires*, 2^e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2018, 678 p.

P. Desalliers et S. ROUSSEAU, *Gouvernance d'entreprise, devoirs et responsabilité des administrateurs et dirigeants*, JurisClasseur Québec, Montréal, LexisNexis, 2016 [Collection THEMA en format couverture souple]

S. ROUSSEAU et P. Desalliers, *Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle – Étude comparative du droit du Delaware et du droit canadien*, 2^e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 492 p.

S. ROUSSEAU, *Législation sur les valeurs mobilières annotée – Autres lois, règlements et normes*, Cowansville, Éditions Yvon Blais (édition annuelle)

S. ROUSSEAU, *Juriste sans frontières - Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2015, 706 p.

L. Nurit-Pontier et S. ROUSSEAU, dir., *Risques, crise financière et gouvernance : perspectives transatlantiques*, Montréal, Éditions Thémis, 2013, 275 p.

L'encadrement du secteur des valeurs mobilières par les provinces, Montréal, Éditions Thémis, 2013, 280 p.

L. Nurit-Pontier et S. ROUSSEAU, dir., *Risques d'entreprise : quelle stratégie juridique?*, Paris, LG.D.J., 2012, 384 p.

Législation sur valeurs mobilières annotée – Autres lois, règlements et normes, Cowansville, Éditions Yvon Blais (édition annuelle).

R. Crête et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 3^e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2011, 939 p.

S. ROUSSEAU, dir., *Jurisclasseur – Valeurs mobilières*, Montréal, LexisNexis, (mise à jour continue).

S. ROUSSEAU, dir., *Jurisclasseur – Droit des sociétés*, Montréal, LexisNexis, (mise à jour continue)

R. Crête et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 2^e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2008, 882 p.

E. Mackaay et S. ROUSSEAU, *Analyse économique du droit*, 2^e édition, Montréal/Paris, Éditions Thémis/Dalloz, 2008, 728 p.

S. ROUSSEAU et P. Desalliers, *Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle – Étude comparative du droit du Delaware et du droit canadien*, Montréal, Éditions Thémis, 2007, 305 p.

G. Lefebvre et S. ROUSSEAU, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2006, 702 p.

S. ROUSSEAU, dir., *L'entreprise familiale : évolution et transmission*, Montréal, Éditions Thémis, 2005.

R. Crête et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions – principes fondamentaux*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, 1008 p.

S. ROUSSEAU, dir., *Droit et nouvelle économie du savoir*, Montréal, Éditions Thémis, 2001.

B. CHAPITRES DE LIVRES

S. O'Bomsawin et S. ROUSSEAU, « Some Observations on The Governance Challenges of Boards of Directors of Small Not-For-Profit-Organizations », dans R. LeBlanc, dir., *The Handbook of Board Governance: A Comprehensive Guide for Public, Private, and Not-for-Profit Board Members*, 3^e éd., Hoboken, Wiley, 2024, p. 1233-1244.

S. ROUSSEAU et P. Besner, "Facteurs ESG: quel impact pour les devoirs des administrateurs?", dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2023, p. 47-156.

V. Coiteux, S. Lapierre et S. ROUSSEAU, "La divulgation accrue d'information sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG): enjeux, responsabilité et recours", dans *Développements récents en litige de valeurs mobilières*, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2023, p. 183-246.

A. Leduc et S. ROUSSEAU, « Finance durable, changements climatiques, critères ESG et droit immobilier : êtes-vous prêts à relever le défi ? », dans *Développements récents*

en droit de l'environnement, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2022, p. 343-400.

« L'encadrement des transactions entre parties liées au Canada : règles, normes et surveillance », dans B. Brehier, dir., *Droit bancaire et financier – Mélanges AEDBF France VIII*, Paris, RB Édition, 2022, 213-221.

« La procédure d'arrangement statutaire en droit des sociétés : un état des lieux », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2021, p. 233-300.

« L'innovation financière responsable et la gouvernance des produits », dans *Liber amicorum : Mélanges en l'honneur de Jean-Patrice et Michel Storck*, Paris, Dalloz, 2021, p. 651-666.

« L'évolution du droit des sociétés au Canada : vers une concurrence législative? », dans *Un juriste pluriel : Mélanges en l'honneur d'Alain Couret*, Paris, Dalloz, 2021, p. 561-574.

S. ROUSSEAU et L. Crompt-Lapierre, « Le droit de dissidence : à la recherche de la juste valeur » dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2020, p. 21-100.

« Finance durable et caisses de retraite : est-il nécessaire de réviser les obligations fiduciaires ? » dans H. Bouthinon-Dumas et autres, *Finance durable et droit : perspectives comparées*, Paris, IRJS, 2020, p. 93-118.

« La notion d'intérêt social en droit canadien: une révolution tranquille », dans *Mélanges en l'honneur de Jacques Mestre*, Paris, L.G.D.J., 2019, p. 855-876.

« Aux confins du réel : la place de l'intelligence artificielle dans la gouvernance des sociétés par actions », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2019, p. 83-122.

« The Protection of Minority Investors and the Compensation of Their Losses in Canada », dans P.-H. Conac & M. Gelter, Eds., *Global Securities Litigation and Enforcement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 143-178.

« Qualité et intégrité de l'information sur les marchés financiers : quel rôle pour les sanctions civiles au Canada ? », dans *Études à la mémoire de Philippe Naud-Leduc – Le juriste dans la cité*, Paris, L.G.D.J., 2018, p. 901-912.

« L'obligation de surveillance des administrateurs : l'impact de la compliance sur sa reconnaissance et son évolution jurisprudentielles en Amérique du Nord », dans P. Pailler et autres, dir., *Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Daigre – Autour du droit bancaire et financier et au-delà*, Paris, Éditions Joly, 2017.

S. ROUSSEAU et J. Brosse, « L'économie collaborative : quels modèles de régulation envisager? », dans I. Parachkévova et M. Teller, dir., *Quelles régulations pour l'économie collaborative?* Paris, Dalloz, 2017, p. 31-57.

« Le droit des sociétés cotées, 15 ans après la loi Sarbanes-Oxley : quel rôle pour les Autorités canadiennes en valeurs mobilières en matière de gouvernance? », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, p. 43-100.

« The Evolution of Corporate Law in Canada : Towards Regulatory Competition ? », dans A. Prüm, dir., *Cent ans de droit luxembourgeois des sociétés*, Bruxelles, Larcier, 2016, p. 335-347.

« L'obligation de surveillance des administrateurs à l'ère de la conformité », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, p. 227-260.

« La simplicité volontaire : observations transatlantiques sur la recherche et les manifestations de la flexibilité en droit des sociétés », dans P.-H. Conac et I. Urbain-Parléani, dir., *La société par actions simplifiée (SAS)*, Paris, Dalloz, 2016.

« Quelques observations sur l'action collective au regard de la théorie économique », dans Centre français de droit comparé, *L'action de groupe: le droit français à l'épreuve des expériences étrangères*, Paris, Société de législation comparée, vol. 8, 2015, pp. 21-29.

S. ROUSSEAU et L. Yaboubi, « Structure du système financier canadien », dans M. Deschamps, dir., *Droit bancaire*, Jurisclasseur Québec, Toronto, Lexis Nexis, 2014.

« L'acquisition du pouvoir dans les sociétés : rapport général », dans *Le pouvoir dans les sociétés*, Association Henri-Capitant – Journées chiliennes 2012, Tome LXII, Bruxelles, Bruylant, 2014, p. 23-48.

S. ROUSSEAU, J. Biron et E. Mackaay, « Lawyers as Gatekeepers », dans P. Cohen et C. Roquilly, *Company Lawyers : Independent by Design*, Paris, Lexis Nexis, 2014.

« Les conflits d'intérêts en droit des sociétés canadien et québécois », dans Association Henri-Capitant, *Les conflits d'intérêts*, Journées nationales, t. XVII, Lyon, Paris, Dalloz, 2013, p. 113-138.

N. Smaili et S. ROUSSEAU, « Les théories de gouvernance dans une perspective juridico-financière : à la recherche d'un modèle d'intégration », dans P.-E. Moyse, dir., *Quelle performance? De l'efficacité sociale à l'entreprise citoyenne*, Montréal, Thémis, 2013, p. 35-94.

S. ROUSSEAU et I. Tchotourian, « La gouvernance d'entreprise autrement », dans C. Gendron et B. Girard, dir., *Repenser la responsabilité sociale de l'entreprise – L'École de Montréal*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 91-106.

S. ROUSSEAU et J. Biron, « L'investissement en ligne: Quels risques? Quel encadrement? », dans L. Nurit-Pontier et S. ROUSSEAU, dir., *Risques, crise financière et gouvernance : perspectives transatlantiques*, Montréal, Éditions Thémis, 2013, p. 59-88.

« The Provinces' Competence over Securities Regulation in Canada: Taking Stock of the Supreme Court's Opinion », dans A.I. Anand, dir., *What's Next for Canada – Securities Regulation after the Reference*, Toronto, Irwin, 2012.

« La Stakeholder Theory : Émergence et réception dans la gouvernance d'entreprise en Amérique du Nord », dans C. Champaud, dir., *L'entreprise dans la société au XXI^e siècle*, Bruxelles, Larcier, 2013, p. 111-172.

« Risque financier et protection des investisseurs : observations sur l'évolution de la réglementation canadienne suite à la crise du crédit », dans L. Nurit-Pontier et S.

ROUSSEAU, dir., *Risques d'entreprise : quelle stratégie juridique?*, Paris, L.G.D.J., 2012, p. 124-154.

S. ROUSSEAU et I. Tchotourian, « Normativité et responsabilité sociale des entreprises : l'illustration d'une construction polysémique du droit de part et d'autre de l'Atlantique », dans F.G. Trébulle et O. Uzan, dir., *Responsabilité sociale des entreprises - Regards croisés Droit et Gestion*, Paris, Économica, 2011, p. 43-90.

« Gouvernance d'entreprise et analyse économique du droit : quelle perspective suite à la crise financière? » dans V. Magnier, dir., *La gouvernance des sociétés cotées face à la crise*, Paris, L.G.D.J., 2010, p. 201-222.

« Agences de notation de crédit et crise financière: quel rôle pour la régulation financière? » dans A. Couret et C. Malecki, dir., *Défis actuels en droit financiers*, Paris, Lextenso, 2010, p. 297-317.

« La gouvernance d'entreprise en droit canadien : convergence et divergence », dans J.-L. Rossignol, dir., *La gouvernance juridique et fiscale des organisations*, Paris, Lavoisier, 2010, p. 91-113.

M. Boyer, C. Francoeur, R. Labelle et S. ROUSSEAU, « Income Trusts Governance and Performance : Time for a Post-Mortem », dans F. Columbus, dir., *Stock Returns: Cyclicity, Prediction and Economic Consequences*, Hauppauge, Nova Science Publishers, 2009, p. 115-132.

« La réglementation des agences de notation de crédit suite à la crise financière : la longue et tortueuse route vers la responsabilisation » dans R. Crête et autres, dir., *La confiance au cœur de l'industrie des services financiers*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009, p. 175-227.

S. ROUSSEAU et B. Gauthier, « Le devoir de loyauté de l'administrateur désigné par un investisseur institutionnel », dans Service de la formation permanente du Barreau du Québec, *Développements récents en droit commercial*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2007, p. 33-116.

S. ROUSSEAU et A. Talbot, « *Lost in Translation ?*: La réforme de la gouvernance d'entreprise au Canada suite aux scandales financiers américains », dans G. Lefebvre et J.-L. Navarro, dir., *L'acculturation en droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2007, pp. 79-139.

E. Mackaay et S. ROUSSEAU, « Introduction à l'analyse économique du droit », dans G. Lefebvre et S. Rousseau, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2006, pp. 29-65.

S. ROUSSEAU, « Le droit de l'entreprise », dans G. Lefebvre et S. Rousseau, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2006, 67-146.

« Les frontières de l'entreprise du *Code civil du Québec* vues sous l'angle de l'analyse économique du droit », in C. Ophèle et M. Massé, dir., *Les nouveaux territoires du droit et leur impact sur l'enseignement et la recherche*, Paris, L.G.D.J., 2004, pp. 237-269.

« Canadian Corporate Governance Reform : In Search of a Regulatory Role for Corporation Law », dans J. Sarra, dir., *Global Capital Markets, Merging and Emerging Boards: Current Issues in Corporate Governance*, Vancouver, UBC Press, 2003, pp. 3-30.

« La gouvernance d'entreprise à la croisée des chemins: comment restaurer la confiance des investisseurs suite à l'affaire Enron? », dans FORMATION PERMANENTE DU BARREAU DU QUÉBEC, *Développements récents en droit des affaires*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, pp. 23-100.

« Émission et transaction des valeurs mobilières sur Internet », dans V. Gautrais, dir., *Le droit du commerce électronique*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, pp. 213-258.

« Salomon et moi : réflexions sur la société unipersonnelle », dans N. Kasirer, dir., *La solitude en droit privé*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, pp. 177-211.

Stéphane Rousseau et Marie Brault. « Les contrats de vente et d'hypothèque d'actions », dans D.-C. Lamontagne, dir., *Droit spécialisé des contrats*, vol. 3, *Les contrats relatifs à l'entreprise*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2001, pp. 98-166.

"La responsabilité civile des analystes financiers pour la transmission d'information fausse ou trompeuse sur le marché secondaire des valeurs mobilières", dans J.-L. Baudouin et P. Deslauriers, (dir.), *La responsabilité civile des courtiers en valeurs mobilières et des gestionnaires de fortune*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 1999, pp. 35-62.

C. ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

« La gestion des risques climatiques par les institutions financières au Canada : une revue des récentes initiatives réglementaires », [2024] 1 *Revue internationale des services financiers* 33-41 (sous presse).

S. ROUSSEAU et S. Pineau, "Corporate Purpose: Towards a New Governance Practice for Canadian Publicly-Listed Companies", (2023) 68 *Canadian Business Law Journal* 1-59.

« Responsabilité des administrateurs à l'égard des actionnaires : quelques observations sur l'arrêt *Ponce c. Société d'investissements Rhéaume Itée* », (2023) 57 *RJTUM* 137-153.

L. Crompt-Lapierre et S. ROUSSEAU, « Le Special Purpose Acquisition Company (SPAC) : quel avenir ? », (2022) No. 6 *Revue de droit bancaire et financier* 1- 8 (dossier).

« L'approche canadienne en matière d'épargne-retraite : diversité de produits et de régimes d'encadrement », [2021] 4 *Revue internationale des services financiers* 125-130.

S. ROUSSEAU, E. Gendron, M. Morales et D. Payette, « ESG Tech: Attractions and Challenges for Fintechs in the Age of COVID-19 », (2021) 37 *Banking and Finance Law Review* 57-96.

S. ROUSSEAU, D. Payette et C. Trouvé, « Just What the Doctor Ordered? A Look at the Side Effects of *Theratechnologies* on Secondary Market Liability in Canada », (2019) 97 *Revue du Barreau canadien* 403-447.

A. Gélinas et S. ROUSSEAU, "Encadrement des infrastructures de marché financiers au Canada", [2019] 2 *Revue internationale des services financiers* 11-16.

« L'innovation financière responsable au Canada : une proposition de programme de recherche », (2019) 53 *RJTUM* 153-169.

C. Malberti, S. ROUSSEAU et K. Sergakis, "The Regulation of Short Selling: A Transatlantic Discussion on Policy Issues and Instruments", [2018] 4 *Revue trimestrielle de droit financier* 37-45.

"La réglementation des émissions de cryptomonnaies (ICOs) au Canada : la protection des investisseurs et le bon fonctionnement du marché dans le bac à sable réglementaire", [2018] 1 *Revue internationale des services financiers* 15-21.

« L'application de la législation sur les valeurs mobilières au Québec : une étude du rôle du Tribunal administratif des marchés financiers », (2017) 76 *Revue du Barreau* 1-52.

« L'application de la *Loi sur les valeurs mobilières* aux prêts et autres montages contractuels », [2017] 2 *C.P. du N.* 215-250.

K. Kolli et S. ROUSSEAU, « Le contrat de prestations logistiques », (2016) 62 *R.D. de McGill* (2017) 62 *R.D. de McGill* 1043-1100.

H. A. Prince et S. ROUSSEAU, « La *Loi sur Investissement Canada* à l'épreuve de l'attractivité : Contribution à la modernisation du cadre juridique canadien de l'investissement étranger », (2016) 94 *Revue du Barreau canadien* 111-147.

A. Filip, R. Labelle et S. ROUSSEAU, "Legal Regime And Financial Reporting Quality", (2015) 32 *Contemporary Accounting Research* 280-307.

Y. Allaire et S. Rousseau, "To Govern in the Interest of the Corporation: What Is the Board's Responsibility to Stakeholders other than Shareholders?", (2015) 5 *Journal of Management and Sustainability* 1-16.

« Le cumul des sanctions pénales et administratives en droit financier canadien », *Revue internationale des services financiers*, 2015, no. 2, 34-39.

« *Le code d'éthique : un instrument de gouvernance créateur de valeur* », *Cahiers de droit de l'entreprise*, no. 4, juillet 2014.

« Le Say on Pay : l'expérience nord-américaine », *R.T.D. Com.* 2014, 461-472.

« Après la crise financière : vers une réforme de la réglementation du marché des valeurs mobilières municipales aux États-Unis ? », *Revue internationale des services financiers*, 2014, no. 2, 33-37.

S. ROUSSEAU, G. Faure et N. Smaili, « La responsabilité civile des administrateurs pour les retenues à la source : une étude de la défense de diligence raisonnable en matière fiscale », (2014) 45 *Revue de droit d'Ottawa / Ottawa Law Review* 441-493.

« La protection des actifs des investisseurs dans les fonds d'investissement en droit canadien », *Revue internationale des services financiers* 2014, no. 1, 18-24.

« L'encadrement des conflits d'intérêts dans le droit nord-américain des sociétés : le rôle des règles et des normes de conduite », *R.T.D. COM.* 2013, n°3, 611-623.

« La clause *shotgun* dans les conventions entre actionnaires : un guide de maniement », [2013] 1 *Cours de perfectionnement du Notariat* 55-90.

J. Biron et S. ROUSSEAU, « '*Whistleblowing*', dénonciation, divulgation... Vers une meilleure surveillance des sociétés? », (2012) 91 *Revue du Barreau canadien* 657.

J. Biron et S. ROUSSEAU, « L'évolution des règles de gouvernance au Canada : réflexion sur une décennie de turbulence », (2012) *La Semaine juridique – Entreprise et Affaires*, No. 24, 14 juin 2012, p. 11.

« La responsabilité civile des régulateurs en valeurs mobilières : Quelle portée pour la mission de protection des investisseurs en droit civil ? », (2012) 90 *Revue du Barreau canadien* 27-67.

A Question of Credibility: Enhancing the Accountability and Effectiveness of Credit Rating Agencies, C.D. Howe Institute, Commentary No. 356, 2012, 23 p.

«Endgame: The Impact of the Supreme Court's Decision on the Project to Create a National Securities Regulator», (2012) 52 *Canadian Business Law Journal* 186.

N. Boubakri, Y. Bozec, C. Laurin et S. ROUSSEAU, "Incorporation Law, Ownership Structure and Firm Value: Evidence from Canada", (2011) 8 *Journal of Empirical Legal Studies* 358-383.

« La Loi sur les sociétés par actions du Québec : les lignes de force de la réforme », [2010] 2 *Cours de perfectionnement du Notariat* 127-182.

« La réforme du droit des sociétés au Québec : tradition, harmonisation et innovation », (2010) 50 *Canadian Business Law Journal* 51-72.

A. Filip, R. Labelle et S. ROUSSEAU, « L'impact de l'environnement juridique sur la qualité de l'information comptable », (2010) *Revue française de gouvernement d'entreprise* 91-106.

« Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle : la Cour suprême du Canada propose sa grille d'analyse », *Bulletin Joly Sociétés*, Bull. no. 3, mars 2010, 297-305.

« Étude du recours statutoire en responsabilité civile pour le marché secondaire des valeurs mobilières », (2009) 43 *Revue juridique Thémis* 709-769.

S. ROUSSEAU et I. Tchotourian, « L'intérêt social en droit des sociétés – regards canadiens », [2009] *Revue des sociétés* 735-759.

S. ROUSSEAU, « Le fonds de commerce vu sous l'angle du droit comparé », 2009, vol. 129, nos. 151-155, *Gazette du Palais* 11-20.

« Responsabilité sociale et droit des sociétés: promesses et limites », *Lex Electronica*, 2009, vol. 13, no. 3 (Hiver).

S. ROUSSEAU et I. Tchotourian, « Obligation de divulgation des informations environnementales à la charge des sociétés canadiennes : la mise au point de l'*Ontario Securities Commission* », *Revue de droit bancaire et financiers*, juillet-août 2008. 74-78.

« L'obligation du courtier de connaître son client en droit des valeurs mobilières canadien », *Revue de droit bancaire et financiers*, mars-avril 2008, 60-62.

Y. Bozec, S. ROUSSEAU et C. Laurin, « Law of Incorporation and Ownership Structure: The Law and Finance Theory Revisited », (2008) 28 *International Review of Law and Economics* 140-149.

« Étude portant sur la notion de sequester/receiver de la Partie IX de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* », (2008) 42 *Revue juridique Thémis* 107-148.

« *London Calling?*: « The Experience of the Alternative Investment Market and the Competitiveness of Canadian Stock Exchanges », (2007) 23 *Banking and Finance Law Review* 51-105.

R. Labelle et S. ROUSSEAU, « Réglementation financière, éthique et gouvernance », (2007) 32 :1 *Gestion : revue internationale* 39-46.

« L'impact du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription sur la pratique notariale : un guide pratique », [2007] 1 *Cours de perfectionnement du Notariat* 249-308.

S. ROUSSEAU et N. Smalli, « La levée du voile corporatif sous le *Code civil du Québec*: des perspectives théoriques et empiriques à la lumière de dix années de jurisprudence », (2006) 46 *Cahiers de droit* 815-861.

« Enhancing the Accountability of Credit Rating Agencies: The Case for a Disclosure-based Model », (2006) *Revue de droit de McGill* 617-664.

« *Kerr v. Danier Leather Inc.*: la qualité de la divulgation et le bon fonctionnement du marché mis en péril? », (2006) 40 *Revue juridique Thémis* 681-704.

S. ROUSSEAU et B. Gauthier, « Les nouvelles normes relatives à l'indépendance des vérificateurs : l'implantation d'un cadre conceptuel fondé sur l'autoréglementation », (2006) 85 *Revue du Barreau canadien* 29-60.

« Sans frontières? Les devoirs des administrateurs de sociétés par actions à la lumière de la jurisprudence récente », [2006] 1 *Cours de perfectionnement du Notariat* 101-157.

« Le devoir de prudence et diligence des administrateurs de sociétés par actions : droit et économie », (2005) 73 *Assurances et gestion des risques* 255-293.

« Directors' Duty of Care after *Peoples*: Would It Be Wise to Start Worrying about Liability », (2005) 39 *Canadian Business Law Journal* 223-235.

« Le rôle des tribunaux et du conseil d'administration dans la gouvernance des sociétés ouvertes : réflexions sur la règle du jugement d'affaires », (2004) 45 *Cahiers de droit* 469-540.

R. Crête, J. Bédard et S. ROUSSEAU, « Les vérificateurs-comptables et la fiabilité de l'information financière : les messages de l'environnement institutionnel et juridique », (2004) 45 *Cahiers de droit* 219-294.

« The Liability of Directors toward Creditors in Civil Law: A Note on *Peoples Department Stores inc. v. Wise* », [2004] *Annual Review of Insolvency Law* 121-132.

« La création de normes de gouvernance d'entreprise par les organismes de réglementation des valeurs mobilières : le rôle des pouvoirs d'ordonnance dans l'intérêt public », (2004) 38 *Revue juridique Thémis* 193-207.

« The Duties of Directors of Financially-Distressed Corporations: A Québec Perspective on the *Peoples* Case », (2004) 38 *Canadian Business Law Journal* 368-398.

"Internet-based Securities Offerings by Small and Medium-sized Enterprises: Attractions and Challenges", (2001) 35 *Canadian Business Law Journal* 226-273.

"The Future of Capital Formation for Small and Medium-Sized Enterprises: Rethinking Initial Public Offering Regulation Following the Restructuration of Canadian Stock

Exchanges», (2000) 34 *Revue juridique Thémis* 661-760.

« Le devoir de loyauté des administrateurs de sociétés par actions suite à l'affaire *Peoples*: entre Charybde et Scylla? », (2000) 102 *Revue du Notariat* 7-86.

S. ROUSSEAU et R. Crête, « L'environnement législatif québécois au regard du projet d'adoption d'un régime statutaire de responsabilité civile dans le contexte du marché secondaire des valeurs mobilières », (1999) 59 *Revue du Barreau* 627-678.

« Immunité des actionnaires et levée du voile corporatif: perspectives de l'analyse économique du droit », (1999) 78 *Revue du Barreau canadien* 1.

R. Crête et S. ROUSSEAU, « De la passivité à l'activisme des investisseurs institutionnels au sein des corporations: le reflet de la diversité des facteurs d'influence », (1997) 42 *Revue de droit de McGill* 863-960.

« L'influence des investisseurs institutionnels sur la régie d'entreprise au Canada », (1996) 37 *Cahiers de Droit* 305-376.

« Certains pouvoirs de la Commission des valeurs mobilières vus sous un angle constitutionnel », (1994) 28 *Revue juridique Thémis* 1-29 (en collaboration avec Raymonde Crête).

« Vers une redéfinition de la politique d'achat du Québec », (1994) 37 *Administration publique du Canada* 48-78 (en collaboration avec Denis Lemieux).

« La C.V.M.Q. dans un marché en mutation: les effets de l'internationalisation du marché des valeurs mobilières sur le rôle de la Commission des valeurs mobilières du Québec en matière l'appel public à l'épargne », (1993) 51 *Revue de droit de l'Université de Toronto* 359-395.

D. ACTES DE COLLOQUES

« Étude du recours statutaire en responsabilité civile sur le marché secondaire des valeurs mobilières », dans *Quatrième colloque sur les recours collectifs*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009.

N. Smaïli et S. ROUSSEAU, « Les théories de gouvernance : une évolution ou une révolution? », *Conférence internationale de gouvernance d'entreprise, 7^e journées*, Pôle universitaire de sciences de gestion de Bordeaux, Université Montesquieu, 2008, 30 p. [CD-ROM].

« La protection des épargnants dans les fonds d'investissement : où en sommes-nous à la suite des scandales financiers? », dans A. Leduc, dir., *Les récents scandales financiers au Québec en matière de fonds commun de placement*, Actes de la formation juridique permanente 2008, Cowansville, Éditions Yvon Blais, p. 81-114.

La responsabilité civile des organismes de réglementation des valeurs mobilières : quelle portée pour la mission de protection des investisseurs? National Judicial Institute/Institut national de la magistrature *Emerging Issues in Corporate, Commercial and Insolvency Law*, 2007 [CD Rom], 34 p.

« El Derecho Mercantil en el Código Civil do Quebec », dans R.E. Rojo, dir., *Sociedade e Direito no Quebec e no Brasil, Faculdade de Direito – UFRGS, Porto Alegre*, 2003 (« Le

droit des affaires dans le Code civil du Québec), pp. 183-205.

« El derecho mercantil en el Código Civil del Quebec », dans Colegio Público de Abogados de la Capital Federal, *El Código Civil de Quebec Implicancias en el Proyecto de Código Civil Argentino*, Buenos Aires, 2002, 15 p. (« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec »)

"The Interaction of Civil Law and Common Law in the Commercial Law of Quebec", dans *International Law School Deans' Conference on Legal Education for the 21st Century*, China University of Political Science and Law, Beijing, 1999, pp. 239-264 (en collaboration avec Guy Lefebvre et Suzanne Lalonde).

« L'impact de l'article 7 de la Charte canadienne en droit administratif », in *Développements récents en droit administratif*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 1994, pp. 87-125 (en collaboration avec Pierre Giroux et Stéphane Rochette).

E. RAPPORTS ET PUBLICATIONS SANS COMITÉ DE LECTURE

S. ROUSSEAU, "Barrick Gold Corporation: A New Source of Instability for the Secondary Market Liability Regime?" (15 avril 2021). University of Montreal Faculty of Law Research Paper, 15 p., en ligne <https://ssrn.com/abstract=3899330>.

S. ROUSSEAU, "The Law Governing Related Party Transactions in Canada: Rules, Standards and Regulatory Scrutiny" (4 janvier 2020). University of Montreal Faculty of Law Research Paper, 39 p., en ligne <https://ssrn.com/abstract=3760083>

S. ROUSSEAU et D. Hallé-Hannan, Investisseurs vulnérables et application des lois: analyse de la jurisprudence disciplinaire des organismes d'autoréglementation, Montréal, Observatoire du droit des marchés financiers, 2020, 114 p., en ligne <https://www.droitdesaffaires.ca/publications/investisseursvulnerables-et-application-des-lois-analyse-de-la-jurisprudence-disciplinaire-des-organismesdautoreglementation/>.

Y. Allaire et S. ROUSSEAU, *Gouvernance et parties prenantes : l'obligation des administrateurs d'agir dans l'intérêt de la société*, Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, 2014, 37 pp.

L'encadrement du secteur des valeurs mobilières par le Québec et le débat sur une commission nationale des valeurs mobilières, Rapport préparé pour l'Autorité des marchés financiers, juin 2010, 248 p.

Regulating Credit Rating Agencies after the Financial Crisis: The Long and Winding Road Toward Accountability, Capital Markets Institute Research Paper, 2009, 57 p., en ligne: <https://ssrn.com/abstract=1456708>.

The Québec Experience with an Independent Administrative Tribunals Specialized in Securities: A Study of the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières, rapport préparé pour le Groupe d'experts sur la réglementation des valeurs mobilières, 15 août 2008, 40 p.

Principes versus règles : le débat sur le mode d'encadrement du marché des valeurs mobilières canadien, rapport préparé pour l'Autorité des marchés financiers, 7 juillet 2008, 36 p.

R. Crête et S. ROUSSEAU, *Réforme de la Loi sur les compagnies*, mémoire soumis au

Ministre des finances du Québec, 18 avril 2008, 35 p.

Y. Allaire et S. ROUSSEAU, *Mémoire relatif aux investisseurs à court terme et droits des actionnaires : Proposition de réforme de la Loi sur les compagnies*, avril 2008, 8 p.

The Competitiveness of Canadian Stock Exchanges: What Can We Learn from the Success of the Alternative Investment Market?, Investment Dealers Association Task Force to Modernize Canadian Securities Legislation, 31 mai 2006, 105 pp.

An Analysis of Certain Legal Protections Offered to Minority Shareholders by Corporate Law and Securities Regulation, Autorité des marchés financiers, 12 mars 2006, 15 pp.

Enhancing the Accountability of Credit Rating Agencies : The Case for a Disclosure-Based Approach, Toronto, Capital Markets Institute, 2005, 61 p.

Raymonde Crête et Stéphane ROUSSEAU, *L'adoption d'un régime restreint de responsabilité civile pour les investisseurs du marché secondaire : l'harmonisation du régime dans le cadre législatif québécois*, Autorité des marchés financiers, février 2004, 93 p.

The Report of the Insolvency Institute of Canada and Canadian Association of Insolvency and Restructuring Professionals Task Force on Business Insolvency Law Reform: An Assessment of the Corporate Governance Proposals, Rapport préparé pour Industrie Canada, janvier 2004, 20 p.

Les prises de contrôle réalisées par voie d'arrangement statutaire, de fusion ou de restructuration du capital-actions, Commission des valeurs mobilières du Québec, 2002, 90 p.

Raymonde Crête et Stéphane ROUSSEAU, *L'adoption d'un régime restreint de responsabilité civile pour les investisseurs du marché secondaire des valeurs mobilières : l'harmonisation du régime dans le cadre législatif québécois*, Commission des valeurs mobilières du Québec, Juin 2000, 90 p.

Stéphane ROUSSEAU et Raymonde Crête, *L'environnement législatif et le projet d'adoption d'un régime de responsabilité civile dans le contexte du marché secondaire des valeurs mobilières: une étude comparative*, Commission des valeurs mobilières du Québec, février 1999, 50 p.

Stéphane ROUSSEAU et Raymonde Crête, *L'opportunité de l'adoption d'un régime statutaire de responsabilité civile dans le contexte québécois du marché secondaire des valeurs mobilières*, Commission des valeurs mobilières du Québec, février 1999, 22 p.

IV. CONFÉRENCES (LISTE SÉLECTIVE)

“Corporate Purpose: Towards a New Governance Practice for Canadian Publicly-Listed Companies”, Congrès des 10 ans de l'Association française de droit et management, Paris, 14 et 15 décembre 2023

« Facteurs ESG: quel impact pour les devoirs des administrateurs?, *Développements récents en droit des affaires*, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, 27 octobre 2023.

« De la primauté actionnariale à la primauté des parties prenantes en droit canadien: une

lente et tortueuse évolution », *La mutation de la place des parties prenantes dans la gouvernance des entreprises*, organisé conjointement par le CDACI et la Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié Université Lyon 2 Lumière, 17 octobre 2023.

« The Regulation of Atypical Financial Products: North American Perspective », Annual Conference, European Society for Banking and Finance Law, Athènes, 6 octobre 2023.

« La gouvernance d'entreprise durable au Canada et en Europe: où en est-on et où va-t-on? », table-ronde organisée dans le cadre de la Semaine Paule-Gauthier en droit des affaires, Université Laval, Québec, 19 septembre 2023

« La mission de l'entreprise : vers une nouvelle pratique de gouvernance », dans le cadre du colloque La gouvernance responsable de l'entreprise : regards sur les avancées normatives récentes au Canada tenu le 9 mai 2023 lors du 90e Congrès de l'Acfas.

« Finance durable, changements climatiques, critères ESG et droit immobilier : êtes-vous prêts à relever le défi ? », *Développements récents en droit de l'environnement*, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, Montréal, 9 décembre 2022.

Panéliste: Table ronde « L'entreprise à mission: une opportunité à saisir? », 4e séminaire de droit des affaires, Université Laval, 28 octobre 2021.

Panéliste : *Roundtable Discussion: The Future of Canada's Capital Markets: Where do we go from here?*, Campbell Strategies In Conversation. 25 mai 2021.

« La procédure d'arrangement statutaire en droit des sociétés : un état des lieux », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la qualité de la profession – Barreau du Québec, 17 novembre 2021.

« Finance durable et caisses de retraite : est-il nécessaire de réviser les obligations fiduciaires ? », *Finance durable et droit : perspectives comparées*, Colloque du Réseau transnational en droit bancaire et financier, Paris, 22 octobre 2019.

« Aux confins du réel : la place de l'intelligence artificielle dans la gouvernance des sociétés par actions », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, 31 mai 2019.

« A Comment on Shareholder-driven Corporate Governance” by Anita A. Anand, *The New Business Scholarship: New and Recent Books on Business and Business Law* m University of Minnesota Law School, Minneapolis, 5 avril 2019.

« L'IA dans le domaine bancaire et financier : aspects de droit canadien », *Intelligence artificielle. Pratiques de la norme dans le domaine bancaire & financier*, Université de Strasbourg, Strasbourg, 24 janvier 2019

« The Law Governing Related Party Transactions in Canada Rules, Standards and Regulatory Scrutiny”, Center for Business Law and Practice, University of Leeds, 7 novembre 2018.

« Innovation financière responsable : quel rôle pour le droit ? », Institut de recherche juridique, ~École de droit de la Sorbonne, Paris, 22 mars 2018.

« L'application de la réglementation sur les valeurs mobilières aux prêts et aux autres montages contractuels », *Cours de perfectionnement du notariat*, Montréal, 25 novembre 2017.

« L'obligation de diligence et la RSE », *RSE, acceptabilité sociale et médiation - Regards croisés France-Canada*, Université de Montréal, 1er novembre 2017.

« L'obligation de surveillance des administrateurs à l'ère de la conformité », *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Développements récents en droit des affaires, Montréal, 20 octobre 2017.

« Le Say on Pay au Canada », *La rémunération des dirigeants des sociétés cotées*, Université de Strasbourg, 21 septembre 2017.

« Le concept de la dissuasion en droit et en économie », *L'effet de l'action collective / de l'imagination du législateur aux usages et pratiques d'aujourd'hui*, Laboratoire sur les actions collectives, Université de Montréal, 19 mai 2017

« L'économie collaborative : quelle modèle de régulation envisager? », *Quelles régulations pour l'économie collaborative? Un défi pour le droit économique*, Université de Nice, 15 décembre 2016.

« Quand un prêt est une valeur mobilière : des prêts traditionnels À l'Uberisation des modèles de prêts dans l'économie de partage / When Is A Loan Subject To Securities Laws? From Traditional Lending Models To The Uber-ization Of Lending Models In The Sharing Economy”, Association du Barreau Canadien, Montréal, 17 novembre 2016

« Développements jurisprudentiels et législatifs en droit des sociétés », 25^e Forum des avocats spécialisés en valeurs mobilières, Mont-Tremblant, 28 octobre 2016.

« The Impact of the TPP on Public Policy and Governance in Canada », *International Forum on Governance of Enterprises and the Rule of Law and TPP*, Beijing, Sino-Canadian Research Center, China University of Political Science and Law, 18 juin 2016.

« L'obligation de surveillance des administrateurs à l'ère de la conformité », Service de la formation permanente du Barreau du Québec, *Développements récents en droit des affaires*, Montréal, 3 juin 2016.

« Gestion et gouvernance des sociétés – enjeux spécifiques », Colloque international – Cent ans de droit luxembourgeois des sociétés, Luxembourg, 15 & 16 octobre 2015.

« Le recours collectif : perspectives économiques », L'action de groupe : le modèle français, Centre français de droit comparé, Paris, 26 mars 2015.

« L'influence des investisseurs institutionnels sur la gouvernance : regards croisés », Table-ronde, SciencesPo, Paris, 25 mars 2015.

« Shareholder Involvement in the Direction Election Process : The Next Frontier in Corporate Governance », Table-ronde, Association du Barreau canadien, Montréal, 16 mars 2015.

« Recent developments in securities regulation », Table-ronde, Association du Barreau canadien, Montréal, 21 novembre 2014.

« *Securities Trading In Canada: How To Ensure A Competitive And Efficient System?*”, *What Is an Exchange? The Crumbling of One Foundation of Modern Capitalism*, Society for the Advancement of Socio-Economic Studies, Conférence annuelle, Chicago, 2014.

« Les codes de conduite : un instrument de gouvernance créateur de valeur »,

Conférence de clôture, École d'été sur les codes de conduite, Université Paris-Sud, Paris 1^{er} juillet 2014.

« La SAS : perspectives nord-américaines », Les 20 ans de la Société par actions simplifiée (SAS), Université Paris-Descartes et Université du Luxembourg, Paris, 24 janvier 2014.

« La clause shot-gun dans les conventions d'actionnaires », *Cours de perfectionnement du Notariat*, Québec, 19 avril 2013.

« L'impact de la *Loi sur les sociétés par actions* sur la responsabilité des administrateurs », XXe Conférence des juristes de l'État, Québec, 9 avril 2013.

« Tendances récentes en matière de gouvernance des émetteurs assujettis », Séminaire de l'Association du Barreau canadien – Division du Québec, Montréal, 23 janvier 2013 (avec Thierry Dorval).

« Les conflits d'intérêts dans les sociétés par actions », Colloque *Les conflits d'intérêts*, Association Henri-Capitant, Entretiens Jacques-Cartier, Lyon, 20 novembre 2012.

« *Post-reference prospects for a national securities regulator – reflections on the potential of the delegated authority model* », 42nd Annual Workshop on Commercial and Consumer Law, Halifax, 12 octobre 2012.

« L'acquisition du pouvoir dans les sociétés », Colloque *Le pouvoir dans les sociétés*, Association Henri-Capitant, Santiago (Chili), 21 mai 2012.

« Les États dans un monde économique internationalement unifié », *La régulation sans géographie?* Colloque annuel de *The Journal of Regulation*, 22 mars 2012, Paris.

“The Securities Reference from a Québec Perspective”, *What's Next for Canada – Securities Regulation after the Reference*, University of Toronto, janvier 2012.

“The Big Chill: The Asset Backed Commercial Paper Crisis and Its Impact on Financial Regulation in Canada”, Séminaire, Faculty of Law, Economics and Finance, University of Luxembourg, 1er décembre 2011.

« L'évolution des règles de gouvernance : réflexions sur une décennie de turbulence », 15^e Rencontres juridiques : *Le risque, 10 ans après l'affaire Enron. Regards croisés Canada-France-États-Unis*, Faculté de droit, Université Lyon II, 10 novembre 2011.

« Enjeux pour la protection des investisseurs et des consommateurs », Colloque *Risques, crise financière et gouvernance*, Faculté de droit, Université de Montréal, 20 octobre 2011.

“Judicial and Other Responses to the Federal Securities Draft Legislation References”, 41st Annual Workshop on Commercial and Consumer Law, University of Toronto, 14-15 octobre 2011.

« La protection des investisseurs suite à la crise financière », Colloque *Risque d'entreprises : quelles stratégies juridiques?*, Institut de recherche en droit privé, Université de Nantes, 10 mars 2011.

« La réforme du secteur bancaire et financier en Amérique du Nord suite à la crise financière », Association européenne de droit bancaire et financier, Paris, 9 mars 2011.

« La réforme du droit des sociétés au Québec : tradition, harmonisation et innovation », 40th Annual Workshop on Commercial and Consumer Law, Toronto, 15-16 octobre 2010.

« Quelles normes pour la RSE? », *Quel droit pour la responsabilité sociale de l'entreprise? Colloque international*, CEDAG, Université Paris Descartes, 18 mars 2010.

« L'activisme actionnarial », Faculté Jean-Monnet, Paris-Sud, 3 décembre 2010.

« Après la crise financière : promesses et limites des réformes réglementaires », Forum national sur le management – Promouvoir l'avantage compétitif du Canada, HEC – Montréal, 30 septembre 2009.

"Credit Rating Agencies Regulation Across Countries: A Critical Assessment of Current Reform Initiatives Following the Credit Crisis", Capital Markets Institute, Université de Toronto, 25 juin 2009.

"The Québec Experience with an Independent Administrative Tribunal Specialized in Securities" lors du colloque *Expert Panel: A New Approach to Financial Regulation - Steps to Implementation*, Capital Markets Institute, Université de Toronto, 20 mai 2009.

« Quels boucliers? », *La gouvernance dans les sociétés anonymes*, Centre de recherche en droit des affaires, Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 12 mai 2009.

« La gouvernance dans les fonds d'investissement », Collège des administrateurs de sociétés, 1^{er} mai 2009.

Recours collectifs et valeurs mobilières, 4^e colloque sur les recours collectif, Association du Barreau canadien – Division Québec, 24 avril 2009.

« *Autorité et responsabilisation: le rôle du droit des sociétés dans la gouvernance des entreprises* », *Assemblée annuelle des Juges de la Cour d'appel*, 17 avril 2009.

« Le fonds de commerce vu sous l'angle du droit comparé », Le fonds de commerce – un centenaire à rejeunir, Colloque de l'Association Droit et Commerce, Deauville, 6 avril 2009.

"Autorité, responsabilisation et équité: réflexions sur le modèle de gouvernance d'entreprise proposé par la Cour suprême dans l'arrêt *BCE*" Séminaire international *L'éthique et la régulation sociale de l'entreprise* organisé par le CRIMT le 10 mars 2009.

« Le soulèvement du voile corporatif en droit canadien », *La protection du patrimoine*, Entretiens Jacques-Cartier, Montréal, 6 octobre 2008.

« Rating Agencies and the Credit Crisis », Annual Workshop on Commercial and Consumer Law, Winnipeg, 3-4 octobre 2008.

« Les théories de gouvernance dans une perspective juridico-financière : évolution ou révolution? », 7^e Conférence internationale de gouvernance d'entreprise, Université Montesquieu, Bordeaux, 5 juin 2008.

« Culture et droit des affaires », Journées louisianaise, Association Henri-Capitant, Baton Rouge et New Orleans, 27 mai 2008.

« Investissement responsable ici et à l'étranger : Ingrédients pour une recette réussie », Association du Barreau canadien/Division Québec, Conférence 2008, Montréal, 1^{er} mai 2008.

« Pratique contractuelle et droit américain: harmonisation ou hégémonie », « Convergence, mutation et harmonisation des systèmes juridiques », Les Journées Maximilien-Caron 2008, Montréal, 25 avril 2008.

« Our Two Systems of Take-Over Bid Regulation and the Hollowing Out of Corporate Canada », National Centre for Business Law, Vancouver, 17 mars 2008.

« La protection des investisseurs dans les fonds d'investissements : où en sommes-nous suite aux récents scandales financiers? », Association du Barreau canadien, Les scandales financiers au Québec : leçons à tirer des plus récentes affaires, de l'administration provisoire aux procédures de faillite et de la protection des investisseurs, Montréal, 13 février 2008.

« Le conseil d'administration sur la sellette: les devoirs des administrateurs à la lumière de la jurisprudence récente », Association du jeune Barreau de Montréal, Montréal, 12 décembre 2007.

« Le devoir de loyauté de l'administrateur désigné par un investisseur institutionnel », Formation permanente du Barreau du Québec, *Développements récents en litige commercial*, Montréal, 18 octobre 2007.

« Gouvernance d'entreprise et rémunération des dirigeants: fonctionnement et dysfonctionnement du système nord-américain », Faculté Jean-Monet, Université Paris-Sud 11, Paris, 24 mai 2007.

« La responsabilité des organismes de réglementation des valeurs mobilières : quelle portée pour la mission de protection des épargnants ? », Institut national de la magistrature, Vancouver, 10 mai 2007.

« L'impact du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription sur la pratique notariale : un guide pratique », Cours de perfectionnement du notariat, Québec, 13 avril 2007.

« Les administrateurs dans la ligne de mire de la bonne gouvernance : regard sur les nouveaux risques de responsabilité », L'entreprise face aux nouveaux risques : gestion, assurance et responsabilité, Université Laval, 23 février 2007.

« Panel sur l'indépendance au sein du conseil d'administration », Association du Barreau canadien – Section Québec, Montréal, 21 mars 2007.

« Les éléments stratégiques et légaux à considérer lors de la démission d'un administrateur », Institut canadien, *Conseils d'administration : Gouvernance – meilleures pratiques*, Montréal, 6 décembre 2006.

“Investor Protection and the Ownership Structure of Canadian Public Corporations: Law Does Matter”, Canadian Law and Economics Association – Annual Meeting: Toronto, 29 et 30 septembre 2006.

« L'engouement pour les billets à capital protégé : réalité et défis », Assemblée générale annuelle du Conseil des fonds d'investissement du Québec, Montréal, 8 septembre 2006.

« L'incidence de l'environnement juridique sur la structure de propriété des sociétés canadiennes cotées : la théorie juridico-financière revisitée », *5e Congrès international de gouvernance*, IECS - École de Management de Strasbourg, Strasbourg, 15 et 16 mai 2006.

« Le droit des affaires canadien », Institut arabe des chefs d'entreprise, Tunis, 14 avril 2006.

« La gouvernance d'entreprise au Canada », Conseil du marché financier, Tunis, 13 avril 2006.

« Sanctions civiles sur le marché secondaire : le nouveau recours de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario », Autorité des marchés financiers, 29 mars 2006.

« Sans frontières? Les devoirs des administrateurs de sociétés par actions à la lumière de la jurisprudence récente », *Cours de perfectionnement du Notariat*, Montréal, 17 mars 2006.

« L'ACCOVAM et son cadre juridique », Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, Montréal, 17 février 2006

« Les devoirs des administrateurs lors d'offres publiques d'achat à la lumière de la jurisprudence récente », *Le droit des affaires : entre efficience et équité*, Mini-colloque, Chaire en droit des affaires et du commerce international, Montréal, 10 février 2006

« AIM vs. TSX : Comparison of Listing Standards », *Table ronde*, Groupe de travail sur la modernisation de la réglementation des valeurs mobilières au Canada, Toronto, 2 février 2006

« Cours sur les valeurs mobilières », *Conférence Insight*, Montréal, 23 et 24 janvier 2006

« Lifting the Corporate Veil in a Civil Law Jurisdiction: An Empirical Study of Québec Case Law (1994-2004) », *Law and Economics Workshop*. Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique, 14 novembre 2005.

« La gouvernance d'entreprise : un état des lieux suite à l'arrêt *Peoples* », Faculté de droit, Université Laval, 24 Novembre 2005

« La gouvernance d'entreprise : enjeux juridiques et réglementaires - Corporate Governance: legal and regulatory dimensions », *Cours Éthique et Gouvernance*, programme de M.B.A., HEC – Montréal, 31 octobre, 1 et 2 novembre 2005.

« La relation avec le client - le droit québécois », *La réglementation des courtiers et gestionnaires en valeurs mobilières* Conférence Insight, Montréal, 17 octobre 2005.

« Regulating Credit Rating Agencies in Global Capital Markets: An Assessment of the Options » lors du colloque *Credit Rating Agencies: Need for Reform in Canada?* Capital Markets Institute, Rotman School of Management, Université de Toronto, 25 mai 2005

« Fiducies de revenu: une vue d'ensemble de la réglementation canadienne », Vice-présidence recherche et conseil en politique de placement, Caisse de dépôt et placement du Québec, 20 mai 2005.

« Le contrôle de l'opportunisme du franchiseur : le droit anglo-canadien découvre (enfin) le rôle de la bonne foi », Faculté de droit et science politique, Université Lyon II – Lumière, 6 avril 2005.

« Credit Rating Agencies : Need for Reform in Canada? », Capital Markets Institute, Université de Toronto, 11 janvier 2005.

« Le rôle des tribunaux dans la gouvernance d'entreprise : réflexions sur la règle du jugement d'affaires », Les Journées Strasbourgeoises 2004, Strasbourg, 5 juillet 2004.

« Les nouvelles responsabilités du comité de vérification », Gouvernance et juricomptabilité : Les enjeux, 3^e colloque international, Alliance de recherche sur la nouvelle économie, HÉC – Montréal, 3 juin 2004.

« La légalité de l'arbitrage du recours pour oppression », L'entreprise familiale : Évolution et transmission, XIV^e Journées Maximilien-Caron, Montréal, 16 avril 2004.

« L'évolution de la gouvernance d'entreprise au Canada suite à l'affaire Enron: enjeux et perspectives », Faculté de droit et science politique, Université Lyon II – Lumière, Lyon, 3 mars 2004.

« La responsabilité des actionnaires est-elle injuste? Perspectives de l'analyse économique du droit », Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CREUM), Université de Montréal, 27 octobre, 2003.

« The Duties of Directors of Financially-Distressed Corporations: A Comment on *Peoples' Choice* », 33rd Annual Commercial and Consumer Law Workshop, Faculty of Law, University of Toronto, 19 octobre, 2003.

« L'impact de la réforme de la régie d'entreprise sur le devoir de prudence et diligence des administrateurs : vers un nécessaire aggiornamento? », Institut canadien de la magistrature, Mont-Tremblant, 2 octobre, 2003.

« Lifting the Corporate Veil in a Civil Law Jurisdiction : An Empirical Study of Québec Case Law », Annual Conference of the Canadian Law and Economics Association, Faculty of Law, University of Toronto, September 20, 2003.

« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec », 10-12 avril 2003, Faculté de droit, UFRGS, Porto Alegre, Brésil.

« La gouvernance d'entreprise à la croisée des chemins: comment restaurer la confiance des investisseurs suite à l'affaire Enron? », FORMATION PERMANENTE DU BARREAU DU QUÉBEC, *Développements récents en droit des affaires*, mars 2003.

« Les frontières de l'entreprise du Code civil du Québec vues sous l'angle de l'analyse économique du droit », Les nouveaux territoires du droit et leur impact sur l'enseignement et la recherche, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Poitiers, 12 et 13 décembre 2002.

« Le devoir de prudence et diligence des dirigeants de sociétés par actions canadiennes et québécoises : droit et économie », XVI^e Congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Faculté de droit, Université du Queensland, 17 juillet 2002, Brisbane, Australie, .

« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec / El derecho mercantil en el Código Civil del Quebec », Universidad Torcuato Di Tella, Universidad del Salvador et Colegio Público de Abogados de la Capital Federal, 8-11 avril 2002, Buenos Aires, Argentine.

« Canadian Corporate Governance Reform : In Search of a Regulatory Role for Corporation Law », Global Capital Markets and Corporate Governance, Faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 8 février 2002.

« La société unipersonnelle », Les ateliers de droit civil, Faculté de droit, Université McGill, 18 janvier 2001.

« Internet-based Securities Offerings by Small and Medium-sized Enterprises: Attractions and Challenges », 30^e Annual Workshop on Consumer and Commercial Law, Faculté de droit,

Université de Toronto, 21 octobre 2000.

"L'accès au financement public par les petites et moyennes entreprises", Faculté de droit, Université Laval, 22 novembre 1999.

"The Future Of Capital Formation for Small and Medium-Sized Enterprises: Rethinking Initial Public Offering Regulation Following The Restructuration of Canadian Stock Exchanges", 29th Annual Workshop on Consumer and Commercial Law, Université McGill, 16 octobre 1999.

"The Interaction of Civil Law and Common Law in the Commercial Law of Quebec", International Law School Deans' Conference on Legal Education for the 21st Century, China University of Political Science and Law, Beijing, 26 mai 1999.

"L'accessibilité du marché des valeurs mobilières pour les petites et moyennes entreprise (PME): enjeux d'ordre réglementaire et perspective de réforme", *Séminaires Joseph-Chicha*, Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, décembre 1998.

"Les projets de loi découlant du Rapport Allen", *Septième séminaire d'avocat(e)s spécialisé(e)s en valeurs mobilières*, Pine Hill, octobre 1998.

"Les paramètres de l'immunité des actionnaires sous le Code civil du Québec: perspectives de l'analyse économique du droit", Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Ottawa, juin 1998.

V. SUBVENTIONS DE RECHERCHE

Fonds pour le droit de demain, Association du Barreau canadien, « Multinationales, facteurs ESG et normativité », 20 370\$, 2023-2024 (chercheur principal)

Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, Autorité des marchés financiers, 500 000\$ (2022-2027) (chercheur principal).

Chaire Fintech-AMF-Finance Montréal, Investissement socialement responsable et facteurs ESG : quel rôle pour les fintechs à l'époque de la covid-19?, Subvention de recherche, 10 000\$, 2020-2021 (chercheur principal).

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, *Innovation, gouvernance et droit économique*, Programme Connexion, 17 476\$, 2017-2018 (chercheur principal).

Fonds québécois pour la recherche sur la société et la culture (FRQ-SC), *Protéger, respecter et réparer: les instruments d'élaboration et de mise en œuvre de la responsabilité sociale de l'entreprise*, 2017-2019, 83 490\$ (subvention d'équipe – chercheur principal).

Fondation du Barreau du Québec/Fondation du droit de l'Ontario, *La protection des investisseurs vulnérables*, 91 723\$, 2016-2018 (chercheur principal).

Autorité des marchés financiers, Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance, *L'application des lois dans le secteur des valeurs mobilières*, Subvention de 300 000\$, 2013-2016 (chercheur principal).

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, *Les régimes de responsabilité des administrateurs : instruments de bonne gouvernance?* 2010-2013, 109 700\$.

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, *Réseau transatlantique : droit, entreprises et risque*, 2009, 25 000\$.

L'impact de la théorie des parties prenantes sur la gouvernance des sociétés ouvertes, Subvention de 79 051\$, Conseil de recherche en sciences humaines, 2006-2009.

Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, Subvention de 300 000\$, Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance, Autorité des marchés financiers 2006-2009.

Droit des sociétés par actions, 2^{ième} édition, Subvention de 4000\$ de la Fondation pour la recherche juridique, 2005-2006 (co-chercheur).

Droit des sociétés par actions, 2^{ième} édition, Subvention de 10 000\$ du Fonds d'études de la Chambre des notaires du Québec, 2005-2006 (co-chercheur).

Droit des sociétés par actions, 2^{ième} édition, Subvention de 10 000\$ de la Fondation du Barreau du Québec, 2004-2005 (co-chercheur).

L'acculturation du droit des affaires : les effets de la diversification des sources juridiques applicables à l'entreprise moderne, Subvention de 8000\$, Fondation Marcel Faribault, 2004-2005.

La fiabilité de l'information financière : une évaluation du cadre juridique et institutionnel des agents de certification, Subvention de 8000 \$ de la Fondation du Barreau du Québec, 2003-2004 (co-chercheur).

Alliance de recherche sur la gouvernance et la juricomptabilité, Subvention d'équipe de 900 000\$, Conseil de recherches en sciences humaines, 2002-2005 (chercheur associé).

La transaction multimédia, Subvention d'équipe de 193 000\$, Conseil de recherche en sciences humaines, 2002-2005 (co-chercheur).

Analyse de l'émergence des normes périjuridiques en matière de régie d'entreprise, Subvention de 39 000\$ du Conseil de recherche en sciences humaines, 2001-2004.

La responsabilité de la compagnie-mère pour les actes de ses filiales dans le cadre de l'exploitation commerciale des navires, Subvention de 8000 du Fonds Georg Stellari, 2001-2002.

Le rôle des usages dans la vente internationale, Subvention d'équipe de 171 000\$ du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, 2001-2004 (co-chercheur).

Regroupements transnationaux d'entreprises, Subvention de 7000\$ du Fonds Georg Stellari, 2000-2001.

Les normes périjuridiques en matière de régie d'entreprise, Subvention de 4000\$ du Conseil de recherche en sciences humaines, 2000-2001.

VI. CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION ET RAYONNEMENT

A. Fonctions universitaires

Président, Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, 2022 – présent.

Vice-doyen, études supérieures et recherche, 2015 – 2018

Vice-doyen, vie facultaire et relations externes, 2014-2015

Directeur du Centre de droit des affaires et du commerce international, 2008- 2018.

Directeur-adjoint du Centre de recherche en droit public, 2010 – 2013.

Directeur de l’Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, 2006- 2016.

Chercheur associé, The Marcel A. Desautels Centre for Private Enterprise & the Law, Université du Manitoba, 2021 – présent

Chercheur associé, Canada Climate Law Initiative – Initiative canadienne de droit climatique, 2020 – présent

Chercheur régulier, Centre de recherche en droit public, 2009-2019.

Chercheur associé, National Centre for Business Law, University of British Columbia, 2007- 2015.

Chercheur associé, Institut Droit Éthique et Patrimoine, Université Paris-Sud, 2010 – présent.

B. Fonctions externes

Chercheur à l’Institut Penner sur les enjeux ESG, Université de Montréal (2024 – présent).

Membre du comité éditorial du *Banking and Finance Law Review* (2022 - présent).

Membre du comité éditorial du *Canadian Business Law Journal* (2022 - présent).

Membre du conseil d’administration de l’Association internationale de droit économique (2023 - présent).

Membre du conseil d’administration de l’Institut canadien des dérivés (2021 – présent)

Membre du Comité Législation et réforme du droit, Association du Barreau canadien – section Québec, 2011 - 2021.

Membre du Comité gouvernance, éthique et conformité, Association du Barreau canadien – section Québec, 2014 – 2021.

Membre du Comité d’experts auprès du Ministre des Finances du Québec dans le cadre de la réforme de la *Loi sur les compagnies* du Québec 2008-2009.

Membre du Comité des sociétés et des personnes morales, Barreau du Québec, 2008-2018.

Membre du Groupe de travail sur la *Loi uniforme de transfert de valeurs mobilières*, Chambre des notaires du Québec, 2007-2008.

Membre du Comité d’étude sur la modernisation de la *Loi sur les compagnies*, Association du Barreau canadien/Division Québec, section « Affaires », 2007-2008.

Membre du Groupe de travail sur les placements privés, Chambre des notaires du Québec, 2006-2007.

Membre de la Table de concertation sur le Projet de Loi uniforme sur le transfert de valeurs mobilières, Autorité des marchés financiers, 2006-2007.

Membre du Groupe de travail sur les recours civils, Autorité des marchés financiers, 2006-2007.

Membre du Comité organisateur du Forum sur les PME québécoises, Autorité des marchés financiers, 2007.

Membre du comité consultatif du service Canadian Law Abstracts du Social Science Research Network, 2005 à aujourd'hui.

Membre du comité de gestion du Fonds réservé à l'éducation des investisseurs et à la promotion de la gouvernance de l'Autorité des marchés financiers, 2004-2005.

VII. PRIX ET DISTINCTION

- Médaille Paul-André-Crépeau, Association du Barreau canadien, 2019
- Avocat émérite (Ad. E.), 2018.
- Prix André-Morel d'excellence professorale, 2007.

VIII. IMPLICATION DANS LA COMMUNAUTE

- Membre du jury des Prix Michel Robert, Association du Barreau canadien, 2015 – présent
- Membre du comité du jury du concours juridique, Fondation du Barreau du Québec, 2010-2013.

IX. AFFILIATIONS

- Membre du Barreau du Québec (1994).
- Membre de l'Association du Barreau canadien.
- Membre de l'Association internationale de droit économique.